*Mort à la démocratie, Léon de Mattis,

« Mort à la démocratie » : ce slogan, tagué sur les murs de l'École des hautes études en sciences sociales de Paris (EHESS) durant le mouvement contre le CPE, a été pris par la majorité des médias comme la preuve de la folie irresponsable de ceux qui occupaient les lieux. C'était toucher là à un tabou.

La démocratie, comme le capitalisme d'ailleurs, est devenue l'horizon indépassable de notre époque. Tout discours qui tendrait à la remettre en cause est disqualifié d'avance : on ne veut tout simplement même plus l'entendre.

La démocratie, pourtant, a surtout fait la preuve de son échec. Le monde qu'elle domine est toujours un monde de soumission, de privations et de pauvreté. Le droit de vote est censé assumer à lui seul l'expression de la volonté populaire : mais croit-on encore que quoi que ce soit puisse changer grâce à des élections ?

*L'an 01, *1973*, par Jacques Doillon, Gébé, Alain Resnais et Jean Rouch

Evadons-nous !!!!

Voici un film plein de fraîcheur et d'utopie, plein de rêves et de désirs. Sorti en 1973 il décrit un monde où les gens décident de tout stopper et de tout bouleverser du jour au lendemain. Plus de travail, plus de propriété privée, plus de hiérarchie mais plutôt des rencontres, des réflexions, de la détente, tout est mis en œuvre pour repenser le monde dans lequel nous vivons. Certains verront le film comme une simple rêverie un peu naïve mais il y a derrière la légèreté du film plus qu'un simple divertissement puisque c'est la société entière qui est critiquée et repensée, ainsi le travail salarié est remplacé par un travail libre effectué selon les besoins de chacun, la propriété privée est abolie, remplacée par un partage total des biens et c'est alors toute la population qui se met à philosopher et profiter de la vie. Tout cela sur un ton plein d'humour et sur un doux air de liberté et d'anarchie.

ACTION ANTIFASCISTE N°1

SCALP-el

Le journal fait à la (r)hache

scalp.mtp@live.fr scalp34.wordpress.com

Université Paul-Valéry: Ni austérité, ni statut quo, nous voulons autre chose !

Le 17 septembre, la petite communauté universitaire s'est réveillée avec la gueule de bois. En cause, un e-mail, envoyé par la présidente de l'Université Montpellier III, Anne Fraïsse (la même qui, lors des précédents mouvements sociaux, avait appelé les CRS pour matraquer les étudiants en grève), déclarant, l'air grave et solennel, la mise en place de plusieurs mesures de rigueur budgétaire, dont, notamment, la fermeture de l'antenne de Béziers ainsi qu'une limitation des inscriptions, via la mise en place d'un tirage au sort pour sélectionner les nouveaux étudiants.

Pourquoi ces annonces médiatiques tout à coup ?

Ici, il n'est nul question de convictions ni de hasard. Si Anne Fraïsse se met soudainement à claironner partout vouloir « sauver sa fac », il s'agit avant tout pour elle de sauver ses deux sources de revenus personnels, la présidence de la fac, ainsi que son poste de professeur de lettres classiques.

Rappelons qu'en réalité, rien n'oblige la fac à mettre en place ces mesures. Le déficit budgétaire de la fac, chiffré à 3 millions d'euros, risque de conduire la fac à être mise sous tutelle du rectorat l'an prochain, mais en aucun cas de la faire fermer. Anne Fraïsse perdrait ainsi son poste de présidente … Mais ce n'est pas tout. Ce que le gouvernement préconise, c'est de fermer les licences à petits effectifs, on voit là bien que le petit parcours « lettres classiques », celui ou Mme Fraïsse enseigne, se trouverait donc menacé.

Il apparaît donc qu'à un petit calcul personnel s'ajoute ainsi un calcul purement politicien. En effet , il s'agit surtout ici pour la présidente de la fac, à quelques mois des élections universitaires, de se mettre en avant, et de se racheter à peu de frais un vernis contestataire, alors qu'avec son équipe, ainsi que la majorité des élus étudiants, elle a appliqué consciencieusement les réformes ultralibérales (LRU, loi Fioraso) qui mènent aujourd'hui à la situation actuelle de la fac !

Refuser ces mesures … et après ?

Ces mesures austéritaires sont à combattre, car elles s'inscrivent dans un contexte d'une vaste offensive menée contre les jeunes, les précaires et les vieux, comme en témoigne la réforme des retraites mise en place par le gouvernement actuel, qui ne fait qu'amplifier de façon désastreuse les mesures prises par les précédents gouvernements. En ce qui concerne l'UM3, revenir à la situation antérieure serait certes moins pire, mais cela ne remettrait ni en question le caractère profondément inégalitaire de l'enseignement supérieur, ni la fonction de reproduction du modèle social qu'assure la fac. Or, nous voulons nous situer résolument du côté de l'émancipation, c'est à dire du côté du refus sans concessions de ce modèle social qui exploite nos corps, occupe nos esprits, pollue nos relations et détruit notre monde.

Et c'est pour cela qu'il nous apparaît nécessaire de construire une lutte autonome et créative, dépassant le cadre étriqué des revendications réformistes, dans laquelle de nouvelles pratiques anti-autoritaires naîtront, s'affranchissant des habituels défilés de politiciens en herbe que sont les AG. De cette lutte, nous l'espérons, émergera l'envie et l'expérience, même fugace, d'un futur débarrassé de toutes les formes de dominations.

APPEL A LA REAPROPRIATION DE NOS VIES

Les décisions appelées « *citoyennes* », telles que le vote, ne sont en réalité que le moyen pour le système **technico-capitaliste** de mieux perdurer et d'entraîner dans sa destruction massive du monde, celle de l'homme lui-même. Car dans une société où la démocratie n'est que palabre, les pseudo-actes laissés au soin de l'homme (au « *citoyen* » devrons nous plutôt dire) ne restent qu'illusion pour ceux qui y croient encore. Le premier problème dans l'acte de voter est que votre choix n'en est pas un. Il est d'ors et déjà **contrôlé implicitement** (comme la moindre étape de votre vie dans le « *monde nouveau* ») par le rôle des *médias* omniprésents et **omnipotents** (historiquement, capables d'assurer un rôle de contre pouvoir…). Ceux-ci, au lieu de relayer de véritables informations sur les idées défendues par chaque parti, préfèrent donner une vue précise et puérile sur de simples personnages, ainsi qu'éviter d'interroger les problèmes réels qui nous touchent dans notre **liberté humaine** et feront bientôt de nous des substances inadaptés au système (développement des dispositifs de surveillance et de contrôle, ne faisant que limiter le champ des possibles à la réalisation humaine en créant une norme commune étroite; création d'un monde totalement artificiel où la machine est reine et la nature une chose à combattre…).

La question aujourd'hui que l'on refuse que vous vous posiez est simple : quelle vie un être humain comme vous a-t-il le droit de connaître ?

Elle n'est pas de savoir combien le patronat doit payer d'impôts alors que la réalité est que votre travail, à vous nouveau précaire, est une **exploitation** profonde, comme tout travail dans une société où la rentabilité est maîtresse et la création, l'épanouissement, absents de toute activité. Ni même de se demander comment calmer une dette qui ne va qu'en s'accroissant quand nous savons qu'elle s'inscrit dans un système économique où les bases mêmes sont synonymes d'incohérence et d'impossibilité factuelle.

En allant aux urnes, vous aurez dans vos mains ce bulletin de vote, encore **aliénation** : qui vous empêche de prendre vous-même les décisions concernant votre propre vie ; qui vous enchaînent aux désirs d'hommes assoiffés de pouvoir et d'argent. Alors ne choisissez pas le pire ou le « moins pire » (communément appelés « *droite* » et « *gauche* ») mais choisissez l'**autonomie** : tant morale que pratique. Votre domination ne doit pas être un choix mais un **refus**. Refus du système en général que ni d'un côté ni de l'autre, il n'est question de faire disparaître.

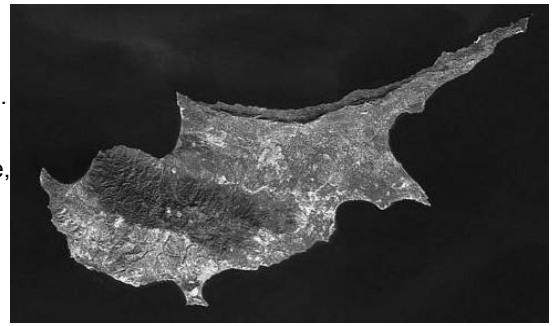
A bas le système capitaliste, et sa recherche effrénée de profit dans un monde qu'il crée à son image.

A bas le système technocratique, qui fait de nous des machines.

A bas la domination générale, qui nous prive de notre liberté.

CHYPRE :

Encore un pays qui sombre dans la crise financière Européenne.



Un tout petit pays presque inconnu qui n'intéresse pas et dont on parle très peu.

Les explications sont toujours vagues et le sujet n'est que peu traité par la presse, personne ne comprend réellement la situation de Chypre.
Pourtant, les mesures d'austérité imposées par la Troika et le FMI commencent depuis 2011. Des mesures de plus en plus dures sont instaurées. Au début ce fut un gel des salaires, par la suite une diminution des salaires, une augmentation de la TVA et pour finir des licenciements.
Toutes ces mesures baissent le pouvoir d'achat de la population de 10%. Tout ceci sous un gouvernement pseudo "communiste".
Depuis le 28 Février 2013 le nouveau gouvernement est de droite, avec comme président Nikos Anastasiadis.
Le 17 mars, un beau week-end de soleil qui commence. Une grande surprise!

Le gouvernement bloque toutes les banques du pays et annonce une taxation sur l'épargne de toute la population Chypriote. Le peuple est accablé et n'y comprend rien. Toutes les banques sont fermées depuis bientôt deux semaines.
Personne ne pourra empêcher le peuple Chypriote de sortir dans les rues pour protester!
Le gouvernement engage des négociations et propose une taxation des épargnes de tout le monde qui soit à plus de 100 000 euros.
Cela voudrait dire qu'une personne qui a travaillé toute sa vie et a mis de l'argent de coté pour que ses enfants étudient (les universités à Chypre sont payantes) sera fortement pénalisée.
Pour l'instant tout est flou et ni définitif. Difficile de comprendre cette situation car au début il leur était annoncée une taxe de 10% et à l'heure d'aujourd'hui une taxe de 25% .

Le système capitaliste attaque cruellement la classe populaire autant au niveau international qu'au niveau Européen!